## Adresse du CD de la Manche : Mercredi 13 avril.

Le conseil départemental de la fédération de la Manche partage la volonté exprimée par le parti de poser les termes du débat relatif aux présidentielles de 2017 d'une façon ouverte, dynamique et transparente.

Notre pays se dirige en effet très probablement vers un scénario qui placerait s'il se représentait le président sortant de plus en plus discrédité battu à la fois par la droite et l'extrême droite. C'est un scénario dans lequel la droite a une probabilité maximale de l'emporter.

Il est selon nous vital de ne pas procéder à un rétro-pédalage stratégique qui nous ramènerait à la situation de dispersion qui fut celle de la gauche de transformation sociale après la victoire de Nicolas Sarkozy en 2007.

Dans le prolongement de la stratégie du front de gauchr notre département peut s'appuyer depuis 2009 sur un outil politique et citoyen, le comité de liaison du front de gauche. Ce dernier a d'ores et déjà pris des initiatives visant à consolider et élargir le front de gauche.

L'objectif demeure de travailler à la mise en place d'un espace dynamique commun aux composantes combattant les politiques libérales.

Nous avons pour ambition de faire émerger un projet de gauche et des candidates et des candidates aux législatives susceptibles d'incarner un débouché politique aux multiples mobilisations sociales en cours dans notre département.

L'adaptation, puis l'accompagnement, puis la conception pure et simple, de projets et de programmes politiques en adéquation avec les théories libérales ne datent pas de 2012. Ces choix réitérés, sociaux démocrates ou sociolibéraux accélèrent une décomposition politique et un recul de l'espoir.

Le parti Socialiste exerce son hégémonie sur la gauche depuis 35 ans pour finalement comprometttre ou sacrifier les valeurs essentielles de celle-ci. Le Président de la République pour sa part a renoncé aux engagements "modestes" sur lesquels il a bâti son élection. Ces tendances ne font l'objet d 'aucune remise en cause fondamentale ni de l'appareil socialiste ni du locataire de l'Elysée.

Nous constatons ainsi dans un département comme le nôtre que la fédération PS formellement positionnée "à la gauche" de cette organisation, voit l'arrivée de nouvelles équipes fédérales qui s'adaptent assez vite et très bien aux évolutions impulsées par le clan Valls/Hollande.

Les batailles d'appareils et les débats stratégiques restent très largement cantonnés à l'intérieur de ce parti. Ce dernier voit donc, en dernier ressort, s'affronter des lignes politiques qui se posent conjointement la question de savoir qui dirigera le PS après 2017 et celle de savoir qui va porter le poids de la défaite aux présidentielles.

Nos propres évolutions stratégiques ont depuis de nombreuses années tiré les conséquences de l'accélération de l'alignement du PS sur les partis qui accompagnent ou accélèrent les politiques libérales. La stratégie du Front de Gauche en fut l'une des expressions. Celle de ne pas participer au gouvernement de 2012, une autre.

Par quel mécanisme alors, celles et ceux qui abordent les questions économiques et sociales avec un décalage croissant et assumé avec la devise républicaine pourraient porter en leur sein un ou une candidate qu'il faudrait ensuite soutenir ?

Si notre volonté est de préserver les chances du courant de la gauche de transformation sociale, la lucidité, n'est-ce pas aussi reconnaître que dans ce contexte, le plus beau projet du monde ne changera pas par miracle, aux yeux des électeurs de gauche, une écurie rose foncièrement discreditée en porte-étendard des aspirations d'égalité et de solidarité.

Nous constatons sur le terrain une hostilité grandissante de la part de camarades, de militants, de citoyens engagés dans des combats communs vis-à-vis d'un positionnement perçu comme un retour à un face à face avec le PS.La primaire "à gauche" est de plus en plus perçue comme un "poker menteur" . La prise de position de Pierre Laurent sur le préalable d'un projet alternatif et transformateur et sur l'impossibilité dans ce cadre de la candidature de François Hollande n'est partagée ni par les initiateurs de cette primaire ni a fortiori par le PARTI SOCIALISTE qui a finalement choisi de faire de cet espace son champ de (petites) manoeuvres pour que rien ne change.

Poursuivre dès lors dans cette voie nous ferait courir le risque de perdre les points d'appuis d'années de luttes et de batailles politiques. C'est la raison pour laquelle nous espérons une clarification à l'occasion de la prochaine réunion du Conseil National.